



Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme -CEDPE. N'Djamena, Tchad

Boko Haram se conjugue au passé 6000 combattants déposent les armes.

Analyse sur la situation
au Lac Tchad – sept. 2021

Quatre mois après la mort de son leader charismatique, Abubakr Shekau, il semble que l'étau se resserre autour de Boko Haram après ses multiples défaites militaires face à l'Is wap (version Daech en Afrique de l'Ouest). Apparemment, ce sont des centaines de combattants de Boko Haram qui refusent de prêter allégeance à Elbarnawi, le nouvel homme fort, ont préféré se rendre à l'armée nigériane, selon une source sécuritaire. "Au cours des dernières semaines, plus de 5.890 terroristes comprenant des soldats et leurs commandants se sont rendus avec leurs familles à nos forces dans la zone Nord-est", a déclaré le général de brigade Bernard Onyeuko, le porte-parole de l'armée. D'aucuns se doutent des déclarations de l'armée nigériane qui ne s'est pas empêchée de revendiquer d'importants succès militaire avant d'être contredits par des faits sur le terrain. Mais si cette information se confirme, Boko Haram va se conjuguer désormais au passé.

Début 2021, l'effectif total des membres de Boko Haram était de 6 502, selon une étude réalisée par le CEDPE, ce qui suppose qu'en ce moment le groupe ne dispose pas plus d'une centaine de coriaces en perte de vitesse se retrouvant autour de Bakura, le successeur autoproclamé de Shékau.

Fin juin, l'Is wap a déjà donné un préavis d'un mois aux combattants de Boko Haram afin de rejoindre son groupe ou de quitter les maquis. Acculé, par l'obsession de Elbarnawi de vouloir tout contrôler, Bakoura Modou, qui a d'ailleurs envoyé un émissaire pour solliciter des négociations, n'a pas échappé à une offensive militaire de l'Is wap, début juillet, faisant de nombreux morts dans les rangs des deux factions. Ces affrontements l'ont sérieusement affaibli et sous la pression militaire, beaucoup de combattants de Shékau et de Bakoura ont soit abdicqué en prêtant allégeance au groupe de l'État islamique en Afrique de l'Ouest, soit ils se sont rendus aux forces de l'ordre. Il semble aussi que Bakoura Modou, dit Sahaba, le successeur présumé du groupe de Boko Haram peine à asseoir son autorité sur ce qui reste de combattants de son ancien rival Shékau, mort en mai dernier lors de combats avec le groupe de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest, l'Is wap.

El Barnawi, le nouvel homme fort, qui a fait scission de Boko Haram en 2016 et qui dirige désormais l'Is wap, Daech version Afrique de l'Ouest, a obtenu l'adhésion d'un nombre important de combattants et d'un soutien de taille en matériel de la part des instances dirigeantes de Daech. Sa stratégie, qui visait à profiter de la saison pluvieuse pour faire passer sous son contrôle les territoires autrefois acquis aux deux tendances rivales, semble marcher. L'Is wap prétend lancer après la saison pluvieuse une grande offensive contre les positions des forces "ennemies" dans l'espoir de reconquérir de nouvelles villes comme Gambarou, Banki et Maiduguri la capitale du Nord du Nigéria. Après sa cuisante défaite en Syrie et en Iraq, et après l'adhésion d'une bonne partie des éléments de Shékau et de Bakoura, Daech est en train de renaître de ses cendres pour renforcer ses positions dans la forêt de Sambisa, dans le nord-est du Nigeria et se rapprocher de plus en plus des frontières nigériennes, tchadiennes et camerounaises où se trouve une poche de résistance dirigée par le successeur de Shékau mort en martyr selon les mots de Bakoura Sahaba qui a promis le venger, qualifiant Albarnawi d'un agresseur pervers.

Les Nations unies estiment que le conflit entre Boko Haram et l'armée nigériane, qui s'est ensuite étendu aux Niger, Tchad et Cameroun voisins, a fait quelque 350.000 morts en douze ans. (Reportage Camillus Eboh et la rédaction de Maiduguri ; version française Jean-Stéphane Brosse, édité par Sophie Louet)

Après la perte de leurs fiefs en Irak, Syrie, Libye et Afghanistan, le redéploiement de Daech dans le Lac

Tchad et l'espace du G5S doit être une source d'inquiétude pour les Etats concernés et la communauté internationale. Le président Biden l'a bien souligné après son retrait d'Afghanistan que c'est l'Afrique qui constitue la nouvelle menace pour la communauté internationale.

La réinsertion reste le défi majeur.

Même si on doit se féliciter de la fin de Boko Haram dans le Lac Tchad, cependant, il reste pour les Etats concernés, deux défis majeurs à relever. Il s'agit de la lutte contre le groupe de Daech qui s'implante dans la région et qui essaie de coordonner avec sa branche dans l'espace du G5 Sahel ; puis la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés de Boko Haram.

À ce jour, il n'y a aucune stratégie sérieuse pour la réinsertion des désengagés dont le nombre avoisine 7 000 personnes parmi lesquelles 54 % de femmes, et la majorité sont jeunes entre 18 et 30 ans. 94,49 % n'ont pas de pièce d'identité et 96,81 % n'ont aucun niveau d'étude. Chaque pays expérimente ce volet sur de petits nombres de désengagés en comptant sur des organismes ou des pays étrangers, en dilapidant des millions de dollars pour financer des programmes dont les retombées sont très limitées. En l'absence d'un programme unique et rapide qui prend en compte la totalité des désengagés, on risque de se retrouver avec une bombe à retardement entre les mains, et dont les conséquences liées à son explosion pourraient être catastrophiques. Ces gens ont besoin d'une réelle formation professionnelle, des cours d'alphabétisation linguistique et religieuse, un soutien psychosocial et surtout une réintégration et un relogement des familles.

Autant des multitudes de conférences, ateliers, colloques, séminaires, forum ou réunions sur la thématique relative à l'extrémisme violent sont nécessaires pour dégager une stratégie commune axée sur la phénoménologie et la typologie, autant, il est temps, voire urgent de passer à des grandes actions plus pratiques.

En effet, nous devons réduire les multiplications des études et des réunions qui ne servent en réalité qu'à justifier des dépenses inutiles.

Dans le cadre du programme de Désengagement, « Désassociation », Réintégration et Réconciliation (DDRR) qui consiste à apporter un appui au gouvernement du Tchad en vue de l'élaboration des cadres, des plans de mise en œuvre et des stratégies de gestion des anciens associés « à faible risque » du groupe Boko Haram, le CEDPE a effectué, fin 2019, une deuxième mission de recensement et d'études dans la province du Lac. Il s'agit d'établir une cartographie visant à faciliter la réintégration des désengagés et leur réconciliation avec les communautés aux niveaux institutionnels et communautaires. Cette mission a réalisé le profiling de 2544 sur une estimation de 4 142 désengagés présents dans la province du Lac au Tchad et dont le nombre atteindra 7 000, fin 2021. Autrement dit, au moins 1 598 personnes n'ont pas encore été profilées. Une base de données riche de 15 264 pages, à raison de six pages d'enquête par désengagé, a été remise à la Ministre tchadienne de la Femme. Le coût de la réinsertion d'un désengagé est évalué à 14 000 FCFA soit 23,94 \$ Dollars Américain par nuitée. Le plus dur maintenant est de procéder au lancement d'un large programme de réinsertion des désassociés de Boko Haram pour qu'enfin instaurer la paix dans la région qui a tant souffert des atrocités des extrémistes et des violations des droits de l'Homme perpétrées par certains membres appartenant aux forces de la défense et de la sécurité.

Analyse

Par Ahmat Yacoub Dabio

Président du Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme (CEDPE) N'Djamena, Tchad

Contact :

yacoubahmat@aol.com

Tchad : 23565031560 -0023599860817

France : 0033772438986

Turquie : 00905321606295